

LAURENT JOLY

VICHY DANS LA
« SOLUTION FINALE »

*Histoire du commissariat général aux Questions juives
(1941-1944)*

BERNARD GRASSET
PARIS

TABLE

<i>Introduction</i>	13
Le CGQJ et la politique antisémite de Vichy	14
Le contexte de la politique nazie	17
<i>L'État français, un État satellite du III^e Reich ?</i>	17
<i>Les pays satellites et la « solution finale »</i>	20
<i>Une spécificité des États satellites : la création d'administrations spécialisées</i>	24
L'histoire du commissariat général aux Questions juives	26

I

LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE ANTISÉMITTE (juillet 1940 – été 1942)

1. L'antisémitisme en politique sous la III ^e République	33
L'antisémitisme dans le débat politique de Drumont à Vallat	35
<i>Réaction catholique et antisémitisme moderne</i>	35
<i>Les dernières manifestations d'un antisémitisme « social »</i>	42
<i>Nationalisme intégral et antisémitisme d'État</i>	46
<i>Les peurs de l'après 1936</i>	50
Le « problème » des juifs étrangers	58
<i>Les principes républicains à l'épreuve (1933-1939)</i>	59
<i>Une rhétorique antisémite renforcée</i>	65
2. Aux origines du commissariat général aux Questions juives	69
Les premières mesures (juillet-septembre 1940)	71
<i>Des mesures diverses plutôt qu'un « statut » strictement antisémite</i>	71
<i>Vers un plan d'ensemble</i>	74
Le statut des juifs du 3 octobre 1940	75
<i>La « pression » des autorités occupantes et l'ordonnance du 27 septembre</i>	76
<i>L'élaboration de la loi du 3 octobre 1940</i>	81
L'application de la loi du 3 octobre 1940 et la dynamique antijuive de Vichy	88
<i>L'application du statut : M. Lagrange et la présidence du Conseil</i>	89
<i>Dérégations et interprétation juridique du statut : le Conseil d'Etat et Louis Canet</i>	92
<i>Renforcer la loi du 3 octobre</i>	99
Face à la politique des autorités occupantes	101
<i>Vers l'« aryanisation » des entreprises juives de zone occupée</i>	101

Le lancement d'un service français de Contrôle des administrateurs provisoires (SCAP)	104
Les instruments de la « solution finale » en France –	
Theodor Dannecker et la Gestapo	107
Le projet allemand d' « Office central juif »	113
3. La politique de l'amiral Darlan et la création du CGQJ	116
La crise franco-allemande de décembre 1940-février 1941 et l'avènement de Darlan	116
La politique de l'amiral Darlan	119
Darlan et la « question juive » – problèmes français au début de l'année 1941	123
La création du CGQJ (5-8 mars 1941) et la logique de la « solution finale »	125
3. Naissance d'un « véritable ministère »	133
Le lancement du commissariat général aux Questions juives	135
Vers la loi du 29 mars 1941	135
Xavier Vallat	139
Première prise de contact avec la politique nazie (2-5 avril 1941)	146
Des autorités allemandes mécontentes, un Vallat « euphorique »	154
Les hommes de Vallat	157
Pierre Chomel de Jarnieu et René Gazagne : l'organisateur et le juriste	157
La première équipe et l'organisation première du CGQJ	161
La consolidation institutionnelle du CGQJ	168
Sous la pression des autorités allemandes	168
Élargir les attributions du CGQJ : la loi du 19 mai 1941	176
Un « véritable ministère »	180
4. Les lois antijuives de 1941	
et les ambitions de Xavier Vallat	183
Le recensement des juifs	184
La loi du 2 juin 1941 et l'ambition d'un fichier central des juifs	185
« Coffrer » les juifs réfugiés en zone sud ?	189
La fabrication d'un nouveau statut des juifs	190
Les projets d'avril-mai 1941 – la mise au point de la loi	191
La promulgation du nouveau statut des juifs du 2 juin 1941	197
Rendre efficace le statut des juifs	200
La loi du 21 juin 1941 instituant un <i>numerus clausus</i> dans l'enseignement supérieur	200
Les décrets réglementant les professions libérales et libres	201
L' « arme » de la politique de spoliation : la loi du 22 juillet 1941	208
Les négociations de mai-juillet 1941	210
Première version de la loi du 22 juillet 1941 refusée par les autorités occupantes	219
Les négociations du mois d'août (deuxième version de la loi du 22 juillet publiée au JO le 26 août 1941)	221
Compléter le statut des juifs et la loi du 22 juillet 1941	225
Les lois de novembre 1941 complétant la loi du 22 juillet 1941	225
Les lois des 17 novembre et 17 décembre 1941 modifiant le statut des juifs	227
5. L'échec d'une « politique française »	231
Sous la tutelle du ministère de l'Intérieur	233
La tentative d'extension des services du CGQJ en Algérie	233
Le rattachement du CGQJ au ministère de l'Intérieur (août-septembre 1941)	235
La création de la Police aux Questions Juives (PQJ)	236
L'impasse des problèmes matériels	240

<i>L'intégration du SCAP et l'insuffisance des moyens budgétaires</i>	241
<i>Une nouvelle organisation du CGQJ et la persistance des problèmes</i>	244
L'aryanisation économique et l'intransigeance des autorités occupantes	251
<i>L'échec du projet de décret réglementant pour les juifs l'accès aux professions commerciales, industrielles ou artisanales</i>	252
<i>Les négociations de Xavier Vallat pour obtenir le retrait des ordonnances allemandes</i>	255
L'intensification de la pression allemande en zone occupée	261
<i>Une association obligatoire pour les juifs : la création de l'UGIF</i>	262
<i>La rafle du 12 décembre 1941</i>	269
<i>La reprise en main par l'amiral Darlan de la politique antijuive, ciblée contre les « étrangers »</i>	272
6. De Vallat à Darquier de Pellepoix	277
La marginalisation de Xavier Vallat	278
<i>Un bilan contesté à Vichy</i>	278
<i>L'échec du projet de « troisième » statut des juifs</i>	282
<i>La rupture avec les autorités allemandes (février 1942)</i>	286
Le candidat des autorités occupantes : Louis Darquier de Pellepoix	294
<i>Darquier de Pellepoix et l'activisme antijuif</i>	294
<i>À la « conquête » du CGQJ</i>	300
Un projet gouvernemental : démanteler le commissariat général	304
<i>Les illusions de Vallat quant à son maintien en zone libre</i>	304
<i>Le projet de loi du 22 mars 1942 et l'éviction de Xavier Vallat</i>	308
<i>Darquier de Pellepoix commissaire général aux Questions juives</i>	313
<i>L'organisation du CGQJ de Darquier</i>	315
<i>Georges Monier secrétaire général du CGQJ et le projet de loi de juillet 1942</i>	321
7. Les rafles de l'été 1942 et la déportation des juifs « étrangers »	329
Vers l'abandon des juifs « étrangers » par l'État français	329
<i>L'avènement du RSHA en France et la mise en route de la politique de déportation</i>	329
<i>Le jeu Dannecker/Darquier de Pellepoix et l'ambition d'une « police anti-juive »</i>	334
<i>La semaine décisive (26 juin-3 juillet 1942)</i>	339
<i>La réunion Dannecker-Bousquet-Darquier du 4 juillet et la création de la SEC</i>	348
Les rafles de l'été 1942	351
<i>Déporter les enfants ? L'initiative de Pierre Laval</i>	351
<i>Les réunions préparatoires à la grande rafle parisienne (7 et 10 juillet 1942)</i>	353
<i>La rafle du 16-17 juillet 1942 et le cas des enfants</i>	359
<i>La mise à l'écart de Theodor Dannecker et la marginalisation de Darquier de Pellepoix</i>	363
<i>Les rafles d'août 1942 en zone libre et la surenchère antisémite de Laval et Bousquet</i>	366

II
LE COMMISSARIAT GÉNÉRAL
AUX QUESTIONS JUIVES EN ACTION

8. Les cadres du CGQJ.	
État d'esprit et profils psychologiques	387
Un lieu de pouvoir	388
<i>Obtenir un statut et une rapide ascension sociale en faisant carrière au CGQJ</i>	388
<i>Désinhibition antisémite et contraintes institutionnelles</i>	392
<i>Revanche et pouvoir.</i>	395
<i>Les relations de pouvoir au sein du CGQJ.</i>	399
Les cadres du CGQJ – cinq types caractéristiques	402
1 – <i>L'antisémite légaliste.</i>	403
<i>Jean Armilhon, l'avocat du CGQJ</i>	407
2 – <i>Le fonctionnaire zélé et imbu de l' « esprit maison »</i>	411
<i>Mlle Mathieu, au service de la Liaison</i>	416
3 – <i>L'antisémite crapuleux.</i>	420
<i>Pierre Galien et les « nouvelles mœurs » de l'aryanisation économique</i>	425
4 – <i>L'antisémite de combat, viril et hâbleur</i>	430
<i>Joseph Lécussan, assassin de Victor Basch</i>	432
5 – <i>L'antisémite de bibliothèque.</i>	439
<i>René Gontier, au service de la « race française »</i>	442
Conclusion	445
9. « Petits fonctionnaires au travail »	449
Résultats statistiques et traits généraux	450
<i>L'instabilité du personnel et le problème des salaires</i>	450
<i>Moins de 50 % de « bons employés »</i>	455
<i>Un noyau dur de 750 agents</i>	461
L'état d'esprit des agents du commissariat	462
<i>L'entrée au CGQJ – modalités et motivations</i>	462
<i>Le petit personnel et l'antisémitisme.</i>	467
<i>Les tentatives d'encadrement idéologique</i>	468
<i>« Collabos », « maréchalistes », « gaullistes » –</i> <i>convictions idéologiques et conversations quotidiennes</i>	476
Quelle « banalité du mal » ?	479
<i>Une administration de la Révolution nationale.</i>	479
<i>Des « bureaucrates meurtriers » ?</i>	483
10. La place du CGQJ dans l'administration de l'État français	487
Le CGQJ vu par les autres administrations	488
<i>Le représentant de la logique antisémite dans l'État français</i>	488
<i>Un « gêneur » indispensable</i>	492
Les relations avec les préfectures	496
<i>Des attributions complémentaires</i>	497
<i>La « coopération indispensable » de la préfecture de Police de Paris</i>	504
Face à la justice de l'État français	512
<i>Tribunaux de première instance et cours d'appel</i>	512
<i>Le Conseil d'Etat et le contentieux antisémite</i>	520
Conclusion	525

11. Les enjeux de la définition du juif	527
Le contentieux sur les « demi-juifs »	529
<i>Une hostilité de principe à l'égard des « demi-juifs »</i>	529
<i>L'invention des « lettres de présomption »</i>	531
<i>La jurisprudence du Statut des Personnes – entre l'absurde et l'arbitraire</i>	534
<i>Tentative de bilan</i>	537
Le règne de l'arbitraire... et des faux	541
<i>Le caractère tout relatif des certificats de non-appartenance à la race juive</i>	542
<i>Les « expertises » ethno-raciales du professeur Montandon</i>	550
<i>L'affaire Jacques Ditté et l'activisme d'Émile Boutmy (août 1943 - août 1944)</i>	555
12. Recensement des personnes, exclusions professionnelles et spoliation des biens	563
L'application de la loi française relative au recensement des juifs	564
<i>Le recensement de l'été 1941 en zone libre</i>	565
<i>À la poursuite des juifs « défaillants »</i>	570
<i>L'application de la loi en zone nord</i>	572
L'éviction des juifs des professions publiques et libres	573
<i>Révocations et reclassements dans la fonction publique</i>	574
<i>Le CGQJ à la poursuite des agents juifs dispersés en province</i>	580
<i>L'élimination des juifs dans les professions libres</i>	582
<i>Le numerus clausus dans les professions libérales et les facultés</i>	588
<i>Les dérogations pour « services exceptionnels »</i>	590
La politique de spoliation	596
<i>Principes généraux</i>	597
<i>Les « abus » du CGQJ et la logique des ministères économiques</i>	601
<i>42 000 procédures en zone nord</i>	606
<i>Spécificités et résultats de la spoliation en zone sud</i>	609
<i>Les exemptions</i>	617
Conclusion	619
13. L'activité criminelle de la SEC	621
Un commando d'activistes dans les rues de Paris	623
<i>Entre 850 et 900 personnes arrêtées par la SEC (automne 1942-été 1944)</i>	623
<i>Une répression impitoyable des infractions aux ordonnances antijuives</i>	626
<i>Quelques figures d'inspecteurs</i>	632
<i>Boureaux, victimes et « spectateurs »</i>	639
L'activité de la SEC en province	643
<i>Au service de la SiPo-SD en zone nord</i>	643
<i>Spoliation et contrôle en zone sud</i>	646
Conclusion	650

III

LA SURVIE INSTITUTIONNELLE ET SYMBOLIQUE DU CGQJ (de l'été 1942 à la Libération)

14. L'échec d'une propagande antisémite	655
Justifier la politique du gouvernement	655
<i>Les « nécessités » d'une propagande antisémite.</i>	655
<i>Les prestations radiophoniques de Darquier de Pellepoix</i>	664
<i>Un cours antisémite à la Sorbonne.</i>	666
La mise en place d'une propagande raciste	668
<i>Un racisme rédempteur</i>	669
<i>Le lancement de l'Union Française pour la Défense de la Race (UFDR).</i>	671
<i>La propagande antisémite à la Radiodiffusion nationale :</i> <i>les émissions de l'UFDR et du CGQJ.</i>	677
<i>L'Institut d'Anthropo-Sociologie</i> <i>et l'Institut d'étude des Questions juives et ethno-raciales.</i>	683
L'échec de l'UFDR	687
<i>Face au mécontentement des autorités allemandes</i>	687
<i>Le conflit Prax/Darquier et la dissolution de l'UFDR</i>	691
15. La fin des ambitions politiques de Darquier de Pellepoix	699
La marginalisation institutionnelle	702
<i>Darquier de Pellepoix et Joseph Antignac au travail.</i>	702
<i>Le dernier projet visant à démanteler le CGQJ</i>	704
L'impuissance législative du CGQJ	707
<i>Les (quelques) lois antijuives de 1942</i>	707
<i>Les projets législatifs de décembre 1942-janvier 1943.</i>	713
<i>Le projet de décret « tendant à retirer la nationalité française à certains juifs »</i> <i>(janvier-août 1943).</i>	716
16. Une administration à l'agonie	729
La fin de Darquier de Pellepoix	729
<i>Darquier s'acroche à son poste.</i>	729
<i>Les derniers espoirs et l'éviction de Darquier (janvier-février 1944)</i>	735
Charles Du Paty de Clam, troisième commissaire général aux Questions juives	742
<i>Un choix symbolique</i>	742
<i>Le jeu de Xavier Vallat.</i>	746
<i>Le sens de l'internède Du Paty de Clam</i>	750
Le triomphe de Joseph Antignac	756
17. La Libération et la liquidation du CGQJ	765
Les ambitions des derniers dirigeants du CGQJ	766
<i>Jean Armilhon, ultime « chef » du CGQJ (17-31 août 1944)</i>	766
<i>La Libération en province (août-septembre 1944)</i>	771
<i>Les prétentions de l'Aryanisation économique (septembre-décembre 1944)</i>	773

La liquidation du CGQJ	778
<i>Le séquestre du CGQJ et le licenciement du personnel</i>	779
<i>Le comité d'épuration du CGQJ</i>	783
<i>Le CGQJ après 1945. Domaines – Service des Restitutions – Service de contrôle des AP et liquidateurs de biens israéliites</i>	789
18. L'épuration judiciaire du CGQJ ou la banalisation d'une politique ?	795
Les commissaires généraux en Haute Cour de justice	797
<i>Le classement de l'affaire Du Paty de Clam</i>	798
<i>L'instruction du dossier Vallat</i>	799
<i>Les condamnations de Vallat et de Darquier de Pellepoix.</i>	801
Les attermoiements de la cour de justice de la Seine (1946-1949).	803
<i>Le procès Antignac et l'affaire Pierre Galien</i>	803
<i>Les responsables de la propagande du CGQJ</i>	806
<i>Le procès des inspecteurs de la SEC.</i>	807
<i>Les « blanchis » – Armilhon, Boutmy, Regelsperger et les autres</i>	812
L'affaire Charles Agnès	822
<i>L'épuration du CGQJ à Lyon en 1945-1946</i>	822
<i>Vers le procès de l'ancien directeur adjoint du CGQJ de Lyon.</i>	824
Conclusion	827
<i>Épilogue : ce qu'ils sont devenus</i>	829
<i>Conclusion générale.</i>	837
Trois logiques antisémites	837
1 – <i>La stratégie des autorités occupantes</i>	837
2 – <i>L'antisémitisme gouvernemental</i>	840
3 – <i>La politique du commissariat général aux Questions juives</i>	842
Le bilan du génocide pour la France et les autres pays satellites	844
Annexes	849
Chronologie	917
Note historiographique	909
Sources et bibliographie	927
Index	989
<i>Remerciements.</i>	1013